

P343 ID 317

Initiative Schutz fir d'Kand – Défense de l'enfant



c/o Me Jean-Jacques Lorang
Cabinet Lorang
51, rue Albert 1er
L-1117 Luxembourg

Luxembourg, le 16 juin 2014

Monsieur Mars Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
Monsieur Claude Freiseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés
Monsieur Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-178 Luxembourg

Par remise directe et par e-mail : mdibarlomeo@chd.lu; cfrieisen@chd.lu; mschank@chd.lu

Objet : Procédure de pétition publique – Fracture numérique – Troisième courrier

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député,

Ayant appris par voie de presse que la Commission des pétitions se réunirait ce matin au sujet de la recevabilité des signatures papier, l'Initiative Schutz fir d'Kand souhaite, à la suite de ses courriers des 24 avril et 26 mai 2014 (en p.j.), communiquer à la Chambre les observations suivantes :

Tous les citoyens sont égaux devant la loi (article 10bis de la Constitution). Aucune disposition ne peut exclure certains de l'exercice d'un droit ouvert à tous, aux prétextes qu'ils ne seraient pas équipés d'un ordinateur, qu'ils seraient peu familiers d'Internet ou tout simplement qu'ils préféreraient s'exprimer par voie classique.

Le développement des nouvelles technologies ne peut aboutir à une violation de l'égalité des citoyens devant les droits constitutionnels. Ou alors, il faut admettre que certains citoyens sont de seconde zone et que nous ne sommes plus vraiment en démocratie.

Les systèmes de pétitions publiques modernes, bien sûr ouverts au numérique, proposent toujours la possibilité de signer sur papier (pour des exemples non exhaustifs, voir l'Allemagne¹, l'Union européenne, le Québec, l'Autriche).

Avant même l'ouverture de la période de signature, l'Initiative Schutz fir d'Kand informait la Chambre, par lettre du 24 avril 2014, de l'évidente légalité de la signature papier et l'invitait, dans l'intérêt de la pétition n°343 et de toutes les pétitions publiques, à tirer rapidement les conséquences,

¹ Allemagne : "Zu jeder Petition können – unabhängig davon, ob sie online veröffentlicht ist oder nicht – auch Unterschriftenlisten per Post oder Fax eingereicht werden".

tant dans sa communication vers le public que dans son organisation interne, de cette réalité juridique incontournable. Ce courrier demeura sans réponse. Pour mémoire, l'actuel règlement de la Chambre n'exclut en rien la signature papier.

Le 26 mai 2014, l'Initiative relançait la Chambre, par lettre RAR. Toujours sans réponse, jusqu'au 10 juin 2014, quatre jours avant la fin de la pétition n° 343, quand Mme Beissel, Vice-Président, tout en reconnaissant que la réglementation était « muette », exprima en substance que les signatures papiers n'étaient pas acceptables, mais sans aucune argumentation de fond, aucune évocation des enjeux constitutionnels et démocratiques, aucune indication d'une base juridique..

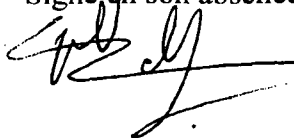
Le 13 juin 2014, l'Initiative déposait par voie d'huissier un premier lot de 1.157 signatures papiers, acceptés par la Chambre « sous réserve de leur recevabilité ».

Aujourd'hui 16 juin, l'Initiative va déposer par voie d'huissier le reste des signatures papiers. Elle escompte bien que la Chambre acceptera ces signatures et qu'il y aura un vrai débat sur les projets de loi.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments respectueux.

Jean-Jacques Lorang

Signé en son absence P.O.



Pj : - lettre Schutz fir d'Kand du 24 avril 2014
- lettre Schutz fir d'Kand du 26 mai 2014